



## PROCES VERBAL de la séance du 23 mai 2024

Membres	Membres en exercice	Membres présents	Dont titulaires	Dont suppléants
155	155	80	72	8

### Etaient présents :

#### Membres du bureau :

Président :	WEBER	Jean-Paul	2 <sup>ème</sup> Assesseur	GAILLOT	J. Luc
1er VP :	SCHNEIDER	Brigitte	3 <sup>ème</sup> Assesseur	MELEO	Guy
2ème VP :	MOUGIN	Christian	4 <sup>ème</sup> Assesseur	STEICHEN	Christian
3ème VP :	KIEFFER	Nadège	6 <sup>ème</sup> Assesseur :	GEORGES	Gérard
4ème VP :	ZORDAN	Jean	8 <sup>ème</sup> Assesseur	FRASCHINI	Patrick
1 <sup>ère</sup> Assesseur :	RENNIE	Madeleine	9 <sup>ème</sup> Assesseur :	MENEGOZ	Michel

#### Délégués titulaires :

ABONCOURT	MERESSE	Laurent	MONDELANGE	DE SANCTIS	Nicolas
ALGRANGE	BONIFAZZI	Guy	MONDELANGE	FRITZ	Alain
ANZELING	HOVASSE	Alain	MONNEREN	SCHNEIDER	Paul
BERTRANGE	SIEBENALER	Claude	MONTENACH	TINNES	Jean-Paul
BOULANGE	FALCHI	Antoine	MOYEUVE-GRANDE	LACAVA	Salvatore
BOULANGE	RICCI	Roland	NEUFCHEF	MAISONNEUVE	Patrick
BOUSSE	FILLMANN	Alain	NILVANGE	DELLA NAVE	André
BOUSSE	NEVEUX	Jérémy	OTTANGE	BERTONI	Gilles
BUDING	SCHLINCKER	Bernard	LOUDRENNE	HAMANN	Sophie
DISTROFF	GUERDER	Luc	RANGUEVAUX	DEUTSCH	André
FAMECK	EBERHART	Pascal	REMELING	GALGON	Mathieu
FILSTROFF	KASTENDEUCH	Muriel	ROSSELANGE	VISCERA	Joseph
FLORANGE	ANTOINE	Marc	ROSSELANGE	WEILER	Jean-Paul
FLORANGE	MICHEL	Stéphane	SCHWERDORFF	MARCAND	Serge
FLORANGE	NICOLAS	Patrick	SIERCK-LES-BAINS	MAOUCHI	Fatah
FLORANGE	RIO	Thierry	SIERCK-LES-BAINS	MICHELETTA	Dominique
FONTOY	DUVAL	Laurent	STUCKANGE	FRADELLA	Cédric
GUENANGE	FRASCHINI	Patrick	TERVILLE	ACKERMANN	Raymond
HAVANGE	BLOT-KOEPPERS	Rudy	TERVILLE	BOULAY	Jean-Paul
HUNTING	FOUSSE	Louis	THIONVILLE	GANDECKI	Claude
INGLANGE	HARTZ	Bertrand	THIONVILLE	SICHET	Frédéric
KERLING-LES-SIERCK	HOCHARD	Guy	THIONVILLE	STARCK	Cathy
KIRSCH-LES-SIERCK	DEGENEVE	Denis	THIONVILLE	THIL	Carol
KLANG	IACUZZO	Dominique	TRESSANGE	JACQUE	Sylvain
KNUTANGE	CORAZZA	Jean-Luc	VAUDRECHING	CRONAUER	Patrice
KUNTZIG	BECKER	Patrick	VITRY-SUR-ORNE	GOBBI	Anthony
LAUNSTROFF	RICCI	Françoise	VOLSTROFF	CORNETTE	Isabelle
LUTTANGE	DANIS	Marc	WALDWEISTROFF	PIGNON	Bernard
MANDEREN-RITZING	KICHENBRAND	Jacqueline	WALDWISSE	MAGARD	Jean-Guy
MANOM	SANSALONE	Carmelo	YUTZ	MEYER	Charles

#### Délégués suppléants :

BRETTNACH	CLAISSE	Sylvain	REMELFANG	HARTER	Michel
CHEMERY-LES-DEUX	COMMARD	Jacky	THIONVILLE	MALET	Simon
MALLING	BAYARD	Richard	THIONVILLE	TSCHIERSCH	Laurent
MERSCHWEILLER	WEHR	Denis	THIONVILLE	ZANONI	Christiane

Sont excusés et ont donné procuration : FALETIC Florence à LACAVA François, SCHWEITZER Christian à MOUGIN Christian, VERCELLINO Bruno à WEBER J. Paul, GULINO Georges à DELLA NAVE André, MASSON Alphonse à HARTEY Michel, DURRMAYER Nathalie à CORRAZZA J. Luc

Sont excusés : NIDERCORN Marc, THIBO Emilie, KRIKAVA Raphaël

Assistaient en outre : ROUSTAN Philippe, TOMAZ Lionel ; SORIOT Mercedes, RIMETZ Danie

Les délégués présents ont signé au registre des délibérations. Les délibérations concernant les points examinés lors de cette séance ont été publiées le 24 mai 2024 ; les autres conditions éventuellement nécessaires au caractère exécutoire de ces actes étant conformes aux dispositions législatives en vigueur (Loi Municipale Locale du 6 juin 1895 et Lois des 2 mars et 22 juillet 1982).

---

Monsieur le Président ouvre la séance à 18 H 20 et après validation par les membres du SISCODIPE du Procès-verbal du comité du 11 janvier 2024, passe immédiatement à l'ordre du jour.

## **1- Compte Administratif et compte de gestion 2023.**

Après vérification de son entière concordance avec le compte de gestion du comptable public, le Président présente au comité syndical le compte administratif 2023

En section d'investissement, les dépenses ont été réalisées à hauteur de 1.714.718,11 euros et les recettes à hauteur de 1.451.584,92 euros. Il en résulte un solde annuel déficitaire de -263.133,19 euros et un solde cumulé excédentaire de 653.431,28 euros. Il convient de noter le report de dépenses engagées en 2023, sur l'exercice 2024, pour un montant de 1.461.193,51 euros. Il s'agit des opérations d'effacement non achevées à la fin de l'exercice 2023.

Les principales dépenses portent sur le versement des subventions d'investissement (R2 : 318.265,00 euros, article 8 + compléments : 80.483,00 euros) et sur les travaux désormais payés directement au maître d'ouvrage délégué ENEDIS (1.313.916,31 euros).

Leur financement est assuré par les fonds de concours versés par les communes dans le cadre des travaux d'effacement de réseaux (455.110,00 euros), ainsi que par l'amortissement des subventions versées (345.326 euros).

En section de fonctionnement, les dépenses se sont élevées à 1.190.229,51 euros et les recettes à 2.519.333,25 euros, d'où un solde excédentaire de 1.329.103,74 euros, qui porte l'excédent cumulé à 1.649.270,71 euros. L'importance des recettes et dépenses de fonctionnement s'explique essentiellement par :

- l'encaissement des redevances versées par le concessionnaire en recettes de fonctionnement (1.084.006,34 euros au titre de la R1 et de la R2, la dotation article 8 étant désormais directement défalquée des factures de travaux),
- l'encaissement de la Taxe Locale sur la Consommation Finale d'Electricité (1.207.453,72 euros) et son reversement avec un an de décalage (703.902,37 euros),
- les amortissements pratiqués (353.546,30 euros en dépenses).

Après délibération, le Comité, hors présence du Président, adopte à l'unanimité le compte administratif 2023 et le compte de gestion du Receveur Municipal dont les écritures, annexées au présent rapport, concordent.

## **2- Affectation du résultat**

Le Président rappelle que la mise en œuvre de l'instruction comptable, oblige les collectivités locales à se prononcer sur l'affectation du résultat de l'exercice qui s'achève, avant la reprise de celui-ci dans un document budgétaire de l'exercice suivant.

La section de fonctionnement s'est soldée en 2023 par un excédent de 1.329.103,74 €. Celui-ci, ajouté à l'excédent antérieur reporté, conduit à un résultat cumulé excédentaire de :

$$1.329.103,74 + 320.166,97 = 1.649.270,71 \text{ €}$$

La section d'investissement s'est soldée en 2023 par un déficit de -263.133,19 € qui, ajouté à l'excédent antérieur reporté, conduit à un solde cumulé excédentaire de :

$$-263.133,19 + 916.564,47 = 653.431,28 \text{ €}$$

Les reports de dépenses engagées en 2023 s'élèvent à 1.461.193,51 euros, et le report de recettes à 396.692,00 €, soit un déficit des reports de -1.064.501,51 €. L'affectation minimale s'établit par conséquent à 411.070,23 €.

Il est proposé au comité syndical, pour équilibrer le budget supplémentaire, d'affecter au financement de la section d'investissement un montant de 411.070,23 euros, imputé au compte 1068 « Excédent de fonctionnement capitalisé ». Le solde du résultat, soit 1.238.200,48 euros sera conservé en section de fonctionnement en recettes du compte 002 « Résultat de fonctionnement reporté ».

Après délibération le Comité syndical se prononce à l'unanimité favorablement à l'affectation de résultat présentée.

## **3- Provision pour risques et charges exceptionnels 2024**

Plusieurs provisions ont été constituées par le passé pour gérer au mieux la transition entre le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>e</sup> contrat de concession. Ces provisions ont été reprises ces dernières années et le syndicat ne dispose plus de provision, à l'heure actuelle.

Le mécanisme de garantie de la redevance R2, assuré jusqu'en 2025, permet de réaliser d'importants surplus financiers qu'il a été décidé, au comité de janvier 2024, d'affecter au versement d'un complément de subvention visant à offrir aux communes les mêmes financements en matière d'éclairage public que ceux appliqués sous l'ancien contrat de concession.

Cette mesure sera complétée par un soutien plus important des opérations d'effacement de réseaux, à compter de cette année.

Ces mesures ne pourront hélas être pérennes car leur financement est conjoncturel. C'est pourquoi il est proposé de constituer une provision pour risques et charges exceptionnels dont l'objet sera de prolonger au maximum la durée d'application des aides complémentaires versées aux communes.

Cette provision, d'un montant de 730.000 €, sera semi-budgétaire et imputée sur le compte 68128 « Dotations aux amortissements de charges exceptionnelles différées », ouvert au BS 2024.

Le Président ayant appelé le Comité à délibérer, celui-ci décide à l'unanimité

- l'instauration d'une provision pour risques et charges exceptionnels d'un montant de 730 000 euros ;
- le caractère semi-budgétaire de cette provision ;
- l'inscription de cette dépense au budget supplémentaire 2024.

#### **4- Budget Supplémentaire 2024**

Le Budget Supplémentaire a pour objet de prendre en compte les reports en section d'investissement, ainsi que les résultats antérieurs dans chacune des sections, après affectation. Il permet également d'apporter quelques correctifs au Budget Primitif.

Le Président précise que les reports de l'exercice précédent s'élèvent à 1.461.193,51 € en dépenses d'investissement et à 396.692,00 € en recettes d'investissement. Ils concernent uniquement l'article 8 (travaux et fonds de concours).

Les résultats antérieurs sont repris, à hauteur de 653.431,28 € en investissement (compte 001 en recettes) et de 1.238.200,48 € en fonctionnement (compte 002 en recettes). La délibération d'affectation du résultat 2023 est également enregistrée à hauteur de 411.070,23 € (compte 1068).

Quelques compléments sont apportés aux crédits ouverts au Budget Primitif, notamment pour abonder les lignes relatives à la redevance R2 et aux régularisations du programme article 8 2023.

Les fonds de concours réclamés aux communes en matière d'effacement de réseaux, sont également diminués de 400.000 € traduisant la volonté du syndicat d'aider plus largement les communes dans leurs opérations d'embellissement et de sécurisation.

Ces crédits trouvent leur financement dans une majoration du virement à la section d'investissement, à hauteur de 316.683,00 €.

Enfin, conformément à la délibération précédente, une provision pour risques et charges est budgétée pour 730.000,00 €.

Le Budget Supplémentaire de l'exercice 2024 s'équilibre par conséquent à hauteur de 1.238.200,48 € en section de fonctionnement et de 1.657.876,51 € en section d'investissement.

Après délibération le Comité syndical se prononce à l'unanimité favorablement sur le budget supplémentaire 2024 annexé.

## 5 : Redevance R2 2022

Le Président demande à Madame Nadège KIEFFER, 3<sup>ème</sup> Vice-présidente, de bien vouloir présenter ce rapport.

La redevance R2 qui sera versée en 2024 aux communes repose sur les travaux réalisés en 2022.

Elle tient compte désormais des nouvelles modalités de calcul issues du contrat de concession signé en 2019.

La nouvelle formule est la suivante :

$$R2 = [(0,6 B + 0,1 I) \times (1+Pc/Pd)] \times (0,01 \times D + 0,1)$$

Où

**B** = travaux réalisés sur le réseau BT (effacement de réseau uniquement)

**I** = dépenses d'investissement permettant de mettre en œuvre, pour le réseau public de distribution concédé, les dispositions légales relatives à la transition énergétique, et permettant notamment de différer ou d'éviter le renforcement de celui-ci (systèmes de pilotage de l'éclairage public permettant de réduire la puissance appelée en pointe, luminaires à basse consommation, investissement en EP rendus nécessaires par l'effacement de réseaux aériens...)

**Pc/Pd** = rapport entre la population de la concession et la population du département, soit  $245.426/651.510 = 0,3767$ .

**D** = Durée de la concession (30 ans)

On constate donc que le taux de subvention pour une dépense relevant uniquement du terme I s'élève à **5,5 %**, alors que si la dépense relève du terme B, le taux de subvention s'établit à **33%**.

Le terme « **I** » est cependant plafonné à 4,539 €/habitant, soit  $4,539 \times 245.426 = 1.113.989$  euros. Les dépenses enregistrées sur le terme I en 2022 s'élèvent à 2.068.381 euros, en l'état actuel des choses. Elles subiront donc, par conséquent, un écrêtement d'environ 44 %.

Le terme « **B** », relatif à l'effacement des réseaux basse tension s'élève pour l'instant à 1.190.670 euros, ramené à 896.171 euros après déduction des subventions versées par le syndicat sur fonds propres, en plus de la subvention ENEDIS.

La nouvelle formule conduit par conséquent à une redevance R2 qui s'élèverait à **402.599** euros, dont **357.446 euros seraient reversés aux communes**.

Le comité syndical a décidé en janvier dernier de mettre en place une bonification de la R2 versée au titre de l'éclairage public. Un nouveau calcul est effectué avec plusieurs paramètres :

- Prendre en charge la totalité des dépenses d'éclairage public et non pas seulement celles qui génèrent des économies d'énergie,
- Ne pas appliquer de plafonnement des dépenses à hauteur de 4,539 euros/ht,

- Employer un taux de subvention de 11% au lieu de 5,5%.

Cette nouvelle mesure de bonification se traduit par un surcoût total à charge du syndicat de 168.808 euros et porte le montant total de la R2 à reverser à **501.512** euros.

L'application du cahier des charges de concession nous permet cependant de bénéficier de la mesure d'exception, appliquée les 5 premières années, qui prévoit un versement plancher de 871.528/an (correspondant à la moyenne de la R2 2012-2015).

Le surplus encaissé par le syndicat (370.016 euros) permettra de financer les compléments à apporter sur tous les dossiers art 8 en cours, et surtout de contribuer au financement de la provision destinée à prolonger dans le temps l'application de ces mesures de bonification, notamment au-delà de 2025, dernière année où le syndicat profitera de la mesure de garantie accordée par le nouveau contrat de concession.

Un tableau détaillant le montant de la R2 qui sera versé au cours de l'été 2024 a été communiqué aux communes pour information.

Après délibération, le comité adopte à l'unanimité le montant de la R2 2022 et valide les versements à effectuer au profit des communes membres selon le tableau annexé.

Le Président demande à Madame Brigitte SCHNEIDER, 1<sup>ère</sup> Vice-présidente de bien vouloir présenter les rapports 6, 7 ,8 et 9.

## 6- Effacement des réseaux basse tension– Liste des programmes retenus au titre de 2024

B. Schneider rappelle que conformément au règlement Article 8, le Bureau lors de sa séance du 29 juin 2023 avait arrêté la liste provisoire des dossiers d'enfouissement de réseaux basse tension 2024. Il est prévu dans le règlement que le Comité arrête la liste définitive, compte tenu de l'état d'avancement des différents dossiers et après plusieurs réunions avec ENEDIS.

Il est donc proposé au Comité d'arrêter la liste des programmes d'enfouissement de réseaux, sous maîtrise d'ouvrage ENEDIS, au titre de 2024, comme suit :

N° Affaire	Collectivité	Opération	Estimation prévisionnelle
DB23/027318	ALZING	Rue de Ehlig et de la Fontaine	167 300 €
DB23/040878	CAVF - FLORANGE	Rue de Fameck	115 400 €
DB23/040876	CAVF – KNUTANGE	RD952 – Rue de la République	310 000 €
DB23/040877	CAVF – NEUFCHÉF	Rue St Nicolas-en-Forêt et rue du Conroy	320 000 €
DB23/041034	MOYEUVE-GRANDE	Rues des Forges et de Franchepré	131 600 €
DB23/040080	TERVILLE	Rue Haute	135 000 €
DB23/040872	THIONVILLE	Rue de la Daucherie	50 000 €
DB23/040873	THIONVILLE	Cœur de Volkrange (du 85 rue St Jean-Baptiste au 47 route de Marspich intégrant la place St Jean-Baptiste)	191 700 €
DB23/043311	THIONVILLE	Rue des Horticulteurs	24 700 €
DB23/040874	VITRY/ORNE	Rue Abbé Sibille	36 700 €
DB23/041033	WALDWISSE	Rue Nationale	189 500 €
<b>Montant total prévisionnel</b>			<b>1 671 900 €</b>

Les estimations prévisionnelles correspondent soit aux montants figurant dans les conventions de groupement de commande (montants en italique), soit à l'estimation prévisionnelle initiale lorsque la convention n'est pas encore établie.

B. Schneider invite le comité à voter ce point.

Après délibération, le Comité syndical valide à l'unanimité la liste des programmes retenus au titre de l'article 8 pour 2024.

#### **7- Effacement des réseaux basse tension – programme 2024 – Répartition de l'enveloppe Article 8.**

Pour l'année 2024, la contribution du concessionnaire au titre de l'article 8 du cahier des charges s'élève à 400 000 €.

Le présent rapport a donc pour objet de fixer les règles de répartition de ce montant, compte tenu des dossiers d'enfouissement de réseaux basse tension retenus pour 2024.

Le tableau ci-après présente l'ensemble des opérations retenues en 2024, pour un montant total prévisionnel de 1 671 900 € et la répartition proposée correspondant à un taux de subventionnement de 23,925 % :

N° Affaire	Collectivité	Opération	Dépense prévisionnelle	Prise en charge SISCODIPE au titre de l'article 8 23,925 %
DB23/027318	ALZING	Rues de Ehlig et de la Fontaine	167 300 €	40 027 €
DB23/040878	CAVF – FLORANGE	Rue de Fameck	115 400 €	27 609 €
DB23/040876	CAVF – KNUTANGE	RD952 – Rue de la République	310 000 €	74 167 €
DB23/040877	CAVF – NEUFCHÉF	Rue St Nicolas-en-Forêt et rue du Conroy	320 000 €	76 560 €
DB23/041034	MOYEUUVRE-GRANDE	Rues des Forges et de Franchepré	131 600 €	31 485 €
DB23/040080	TERVILLE	Rue Haute	135 000 €	32 299 €
DB23/040872	THIONVILLE	Rue de la Daucherie	50 000 €	11 962 €
DB23/040873	THIONVILLE	Cœur de Volkrange (du 85 rue St Jean-Baptiste au 47 route de Marspich intégrant la place St Jean-Baptiste)	191 700 €	45 864 €
DB23/043311	THIONVILLE	Rue des Horticulteurs	24 700 €	5 909 €
DB23/040874	VITRY/ORNE	Rue Abbé Sibille	36 700 €	8 780 €
DB23/041033	WALDWISSE	Rue Nationale	189 500 €	45 338 €
<b>TOTAL des opérations</b>			<b>1 671 900 €</b>	<b>400 000 €</b>
<b>Enveloppe 2024 : 400 000 €</b>				

Il est rappelé que les travaux d'enfouissement de réseaux basse tension sont désormais réglés à ENEDIS par le SISCODIPE. Les montants ci-dessus ainsi que la redevance R2 seront directement déduits du montant H.T. des travaux restant à la charge des collectivités.

B. Schneider invite le Comité à se prononcer sur la répartition de l'enveloppe Article 8 suivant détail ci-dessus.

Après délibération, le Comité syndical valide à l'unanimité la répartition de l'enveloppe Article 8 telle que présentée.

## 8- Effacement des réseaux – Enveloppe sur fonds propres SISCODIPE

En complément de l'enveloppe de 400 000 € consacrée à l'article 8, il est proposé de répartir entre les collectivités concernées par l'attribution 2024, une enveloppe complémentaire permettant d'atteindre un taux global de participation de 40 %. Cette enveloppe prise sur les fonds propres du SISCODIPE représenterait un montant de 268 760 €

Les collectivités bénéficieraient ainsi d'une prise en charge totale de 40 % répartie comme suit :

- 23,925 % au titre de l'article 8 ;
- 16,075 % sur fonds propres du SISCODIPE.

Le tableau ci-après présente l'ensemble des opérations retenues au titre de 2024 ainsi que la répartition de cette prise en charge complémentaire :

N° Affaire	Collectivité	Opération	Dépense prévisionnelle	Prise en charge SISCODIPE 16,075 % - enveloppe fonds propres
DB23/027318	ALZING	Rues de Ehlig et de la Fontaine	167 300 €	26 893 €
DB23/040878	CAVF – FLORANGE	Rue de Fameck	115 400 €	18 551 €
DB23/040876	CAVF – KNUTANGE	RD952 – Rue de la République	310 000 €	49 833 €
DB23/040877	CAVF – NEUFCHÉF	Rue St Nicolas-en-Forêt et rue du Conroy	320 000 €	51 440 €
DB23/041034	MOYEUVRE-GRANDE	Rues des Forges et de Franchepré	131 600 €	21 155 €
DB23/040080	TERVILLE	Rue Haute	135 000 €	21 701 €
DB23/040872	THIONVILLE	Rue de la Daucherie	50 000 €	8 038 €
DB23/040873	THIONVILLE	Cœur de Volkrange (du 85 rue St Jean-Baptiste au 47 route de Marspich intégrant la place St Jean-Baptiste)	191 700 €	30 816 €
DB23/043311	THIONVILLE	Rue des Horticulteurs	24 700 €	3 971 €
DB23/040874	VITRY/ORNE	Rue Abbé Sibille	36 700 €	5 900 €
DB23/041033	WALDWISSE	Rue Nationale	189 500 €	30 462 €
<b>TOTAL des opérations</b>			<b>1 671 900 €</b>	<b>268 760 €</b>
<b>Enveloppe 2024 sur fonds propres : 268 760 €</b>				

Les travaux d'enfouissement de réseaux basse tension étant désormais réglés à ENEDIS par le SISCODIPE, les montants ci-dessus ainsi que la prise en charge au titre de l'article 8 et la redevance R2 seront directement déduits du montant H.T. des travaux restant à la charge des collectivités.

B.Schneider invite le Comité Syndical à se prononcer sur l'affectation de cette enveloppe et après délibération, celui-ci se prononce à l'unanimité favorable à l'affectation de l'enveloppe complémentaire sur le programme d'effacement de réseaux 2024.

## 9- Appel des fonds de concours - programme 2024 d'effacement de réseaux basse tension.

Le règlement article 8 prévoit que dans le cadre des travaux d'enfouissement de réseaux basse tension, les sommes restant à la charge des communes ou intercommunalités, qualifiées de fonds de concours, sont appelées en octobre de l'année au titre de laquelle le programme a été retenu, soit en octobre 2024.



Lors de la présente séance, le comité ayant arrêté la liste des opérations retenues au titre de 2024 et approuvé la répartition de la subvention article 8 de 400 000 € et de la prise en charge complémentaire sur fonds propres du Siscodipe, il lui appartient de solliciter les fonds de concours auprès des collectivités concernées pour un montant total de 752 355 €, étant précisé que les calculs ayant été opérés sur des montants de dépenses subventionnables estimatifs, une régularisation lui sera soumise à la clôture du programme 2024.

Le tableau ci-joint détaille le montant des sommes dues par chaque collectivité.

B. Schneider invite le comité syndical à valider les montants de fonds de concours à verser par les collectivités au titre du programme d'effacement de réseaux basse tension 2024 et à autoriser l'appel de ces sommes.

Après délibération le Comité syndical valide à l'unanimité les montants de fonds de concours à verser par les collectivités au titre du programme d'effacement de réseaux basse tension 2024 et autorise l'appel de ces sommes.

Le Président présente le point suivant.

#### **10- Subvention exceptionnelle pour l'éclairage public LED dans les communes.**

Le Comité syndical a décidé, par délibération du 24 janvier 2023, l'attribution d'une subvention exceptionnelle d'un montant maximum de 5 000 euros pour les communes de moins de 2 000 habitants ou celles qui n'auraient jamais réalisé d'opération d'effacement de réseaux.

Un certain nombre de demandes de subvention nous sont parvenues depuis le précédent comité syndical.

Les dossiers suivants sont recevables et pourraient prétendre à une subvention :

<b>Communes</b>	<b>Opérations</b>	<b>Coût tva</b>	<b>Subvention</b>
Grindorff	Relamping LED	58 063	5.000
Inglange	Relamping LED	37 250	5 000
Launstroff	Relamping LED	63 115	5.000
Manderen	Relamping LED	141 720	5.000
	<b>TOTAL :</b>		<b>20 000</b>

Le Président appelle le comité à se prononcer sur l'attribution des subventions proposées.

Après délibération, celui-ci se prononce à l'unanimité favorable à l'attribution des subventions proposées ci-dessus.

L'ordre du jour étant épuisé, Le Président, lève la séance à 19 H 20.

Pour extrait conforme  
THIONVILLE, le 23 mai 2024  
Le Président  
Jean-Paul WEBER



Fait et délibéré en séance  
Suivent les signatures